



## MACRON veut en finir avec les services publics : organisons le rapport de force !

L'intersyndicale CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CGC et FA-FPT appelle la Fonction Publique à la grève le 19 mars pour les salaires et la défense du service public ([appel national et départemental en annexe](#)).

Cette grève est prévue dans un contexte où le gouvernement MACRON a chargé GUERINI d'en finir avec le Statut de la Fonction Publique promettant une rémunération « au mérite », dans un contexte où l'argent pour la guerre coule à flots... en contrepartie d'annonces brutales sur de nouvelles coupes sombres déclinées dans chaque Ministère.

Bruno LEMAIRE a annoncé 10 milliards d'économies. Et, sans même une loi de finances rectificative, les décrets tombent... Et la colère grandit ! A Paris, les enseignants n'ont pas attendus et se sont mis en grève dès la rentrée ce lundi 26 février...

Les militants font état des discussions dans les assemblées Générales qui se tiennent depuis la rentrée de janvier. Des motions et autres « lettres aux collègues » votées à l'unanimité posent les revendications (*Les collègues du CHU demandent 300 euros mensuels tout de suite et pour tous afin de finir les fins de mois !*)... et la question des moyens pour les satisfaire ([voir motions jointes](#)) :

Face à l'autoritarisme de ce gouvernement, tirant les leçons de 14 journées d'action contre la réforme des retraites méprisées et balayées par les 49-3, attentifs à la méthode du « blocage » des paysans et aux grèves (*cheminots, Tour Eiffel...*), attentifs aux victoires comme à Eurotunnel, ils questionnent : « n'est-ce pas le moment de bloquer ? »

La grève a été massive dans l'Éducation Nationale le 1<sup>er</sup> février dernier. À ANGERS, un millier de fonctionnaires d'État ont manifesté, rejoints par les agents territoriaux des écoles (*260 sur 500 se sont mis en grève !*) En Loire-Atlantique, les grévistes ont poursuivi le 6 février et se sont réunis en AG d'établissement pour discuter de la grève sur 4 jours consécutifs à compter du 19 mars. Des AG inter-établissements avec des délégués votent cette reconduction en amont et programment des réunions avec les usagers, s'interrogeant sur le type d'action : manifestation le 19 mars puis actions locales les jours suivants pour élargir et discuter des suites.

Pour l'UD FO, cette méthode peut-être discuter dans toutes les réunions en amont du 19 mars. Un préavis a été déposé jusqu'au 31 mars. Cette méthode, c'est l'inverse de la préparation d'une « journée d'action ». Les indices qui dénotent la grande colère des fonctionnaires – et pas seulement ! - sont nombreux !

L'Union Départementale FO dénonce la politique du gouvernement MACRON qui impose à la fois une économie de guerre, une austérité budgétaire inouïe et la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales (*La dernière annonce étant la perspective d'interdiction de 60 jours de grève par an pour les cheminots !*) alors que le CAC40 s'engraisse de plus de 120 milliards de bénéfices en 2023.

L'UD FO 49, attachée aux services publics, aux conquêtes ouvrières arrachées par le rapport de force, sera aux côtés des agents de la Fonction Publique pour combattre cette politique de destruction.

**Défense des services publics, augmentation des salaires !**

**FO revendique + 10% de la valeur du point d'indice tout de suite et rattrapage de ce qui a été volé depuis 2000, soit 27.5% !**